Burundi : les nouvelles taxes pèseront sur le quotidien de la population

RFI, 26-12-2016 Les dÃ©putÃ©s burundais ont votÃ© jeudi 22 dÃ©cembre le budget pour l'annÃ©e 2017. Le contexte Ã©conomique est trÃ¨s difficile, le Burundi a perdu une grande partie de l'aide Ã©trangÃ¨re de ses partenaires aprÃ¨s la crise politique et la croissance s'est effondrÃ©e. Les autoritÃ©s cherchent donc de nouvelles ressources et cela passe par l'augmentation de plusieurs taxes. Mais, problÃ¨me, dÃ©noncÃ©s par l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques (Olucome), ces prÃ©lÃ¨vements concernent essentiellement les produits de premiÃ¨re nÃ©cessitÃ©.

L'Olucome Ã©tablit une comparaison sÃ©vÃ¨reÂ : le gouvernement burundais ressemble Ã un pÃ¨re qui frÃ©quente tous les jours les cabarets sans rien donner aux membres de sa famille. Gabriel Rufyiri, le prÃ©sident de cet observatoire burundais, estime que l'Etat vit au-dessus de ses moyens et qu'il fait peser l'effort sur le peuple, en augmentant les taxes de toute une sÃ©rie de produits de consommation quotidienne, Ã commencer par lâ€™essenceÂ : Â«Â Chaque litre qui Ãªtre consommÃ© en 2017 sera augmentÃ© de 100 francs [6 centimes dâ€™euros] par litre ; chaque kilo de sucre qui sera vendu en 2017 sera augmentÃ© de 200 francs [12 centimes dâ€™euros] ; toutes les boissons y compris bien Ã©videmment la biÃ¨re. Il y a une volontÃ© manifeste de condamner le citoyenÂ dans une misÃ¨re. Â» L'Olucome interpelle le Parlement burundais pour qu'il fasse annuler ces augmentations de taxes et propose Ã la place d'imposer davantage les grandes fortunes, notamment les grands propriÃ©taires. Autres suggestions de lâ€™ObservatoireÂ : dÃ©velopper le secteur des mines augmenter la production de cafÃ©, de thÃ© et de coton.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});